

## RAPPORT N° 385 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 29 AVRIL 2023

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 22 au 29 avril 2023 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins trois (3) personnes ont été assassinées au cours cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore aussi le cas de trois (3) personnes qui ont été arbitrairement arrêtés en Mairie de Bujumbura et en province de Makamba.

### **1. Atteintes au droit à la vie**

- Dans l'après-midi de samedi 22 avril 2023 vers 16 heures, deux corps sans vie en décomposition d'hommes non identifiés en uniforme militaire de l'armée burundaise ont été découverts par des pêcheurs sur les rives de la rivière Rusizi, au niveau de la 1<sup>ère</sup> transversale de la colline de Ruhagarika en commune de Buganda de la province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre, les victimes auraient été tuées ailleurs et leurs corps ont été jetés à cet endroit proche de la République Démocratique du Congo (RDC).

Les mêmes sources ont révélé que les corps ont été enterrés au lieu même de leur découverte sur l'ordre de l'administrateur communal de Buganda, Pamphile Hakizimana, sans attendre leur identification.

SOS-Torture Burundi dénonce la mauvaise pratique, devenue une habitude depuis plusieurs années, d'enterrer de nombreux corps sans vie qui sont découverts dans la province de Cibitoke, particulièrement dans les communes de Buganda et de Rugombo sans aucune enquête. Elle demande aux autorités du pays de privilégier

des enquêtes minutieuses, indépendantes et impartiales pour identifier les auteurs de ces assassinés ciblés et les traduire devant la justice.

- Dans la matinée de dimanche 23 avril 2023, le corps sans vie d'un jeune homme connu sous le nom d'Egide Ntaconzoba, âgé de 35 ans, a été retrouvé dans la vallée séparant les collines de Rukoba et Mahonda dans la commune et province de Gitega (centre du Burundi).

Selon des témoins de la découverte lugubre, le corps était ligoté et ne présentait aucune blessure. Des habitants de la colline de Mahonda ont estimé qu'Egide Ntaconzoba aurait été assassiné ailleurs et son corps jeté à cet endroit par ses bourreaux.

SOS-Torture Burundi déplore la recrudescence des cas d'assassinats ciblés en province de Gitega et en appelle aux autorités judiciaires et policières de conduire des enquêtes crédibles afin d'identifier les auteurs et les punir conformément à la loi.

## 2. Atteinte au droit à la liberté de mouvement

- Dans la journée de mercredi 26 avril 2023, deux fidèles de l'église EUSEBU (Eglise pour l'unité du Saint-Esprit au Burundi), Rubin Nkongoro (catéchèse) et Eliakim Ciza (diacre), ont été arrêtés par un officier de police judiciaire et conduits au cachot du commissariat communal à Nyanza-Lac en province de Makamba (sud du Burundi).

Selon des sources locales, les deux fidèles sont accusés d'avoir refusé de remettre les instruments musicaux de la chorale d'une succursale de cette congrégation religieuse implantée dans la localité de Ngabwe sur la colline de Kazirabageni dans la même commune.

SOS-Torture Burundi rappelle que l'arrestation arbitraire de Rubin Nkongoro et d'Eliakim Ciza s'inscrit dans le cadre d'un conflit de leadership entre les membres de l'EUSEBU qui se sont scindés en deux parties et qui se regardent en chiens de faïence depuis un certain temps.

- Dans la matinée de jeudi 27 avril 2023, l'ancien journaliste de la RPA (Radio Publique Africaine), Olivier Bugegene, a été arbitrairement arrêté à son domicile sis au quartier de Kibenga en Mairie de Bujumbura par des agents du Service National de Renseignement (SNR).

Selon des informations en provenance des membres de sa famille, des agents du SNR ont fait irruption au domicile d'Olivier Bugegene et lui ont demandé de présenter son téléphone GSM avant de procéder à son arrestation. Il a été d'abord conduit au cachot de la zone de Kinindo avant d'être transféré le même jour au cachot du SNR. Il a été arrêté sur une accusation étrange d'utiliser un téléphone volé.

Les mêmes sources ont révélé que ces agents ont procédé à une fouille de sa maison sans rien trouver de compromettant.

SOS-Torture Burundi dénonce les arrestations et détentions arbitraires commises en toute impunité par des agents du SNR et demande à l'administration de ce service secret d'ordonner la remise en liberté de cet ancien journaliste incarcéré abusivement.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.